

# I'HUMANITÉ



# rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,  
UNISSEZ-VOUS !*

1 F Boite Postale 134, Paris-20<sup>e</sup>  
C.C.P. Humanité Rouge :  
N° 3022672 - LA SOURCE

JOURNAL COMMUNISTE  
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME  
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

3<sup>e</sup> ANNEE N° 88  
JEUDI 14 JANVIER 1971

1971 C'EST L'ANNÉE DU CENTENAIRE DE LA

## COMMUNE DE PARIS

« Le Paris ouvrier, avec sa Commune, sera célébré à jamais comme le glorieux fourrier d'une société nouvelle. Le souvenir de ses martyrs est conservé pieusement dans le grand cœur de la classe ouvrière. Ses exterminateurs, l'histoire les a déjà cloués à un pilori éternel, et toutes les prières de leurs prêtres n'arriveront pas à les en libérer. »

(Karl Marx - 30 mai 1871 - dans « La guerre civile en France »).

L'année qui s'ouvre est placée sous le signe d'une tendance générale à la révolution. Il n'est pas douteux qu'en ce sens sera célébré concrètement, à travers le monde, le centenaire de la première révolution prolétarienne de l'histoire, la glorieuse Commune de Paris.

En France comme dans tous les pays capitalistes et pays dominés par l'impérialisme ou le social-impérialisme, gronde la colère des peuples. Il n'est plus un endroit du globe où exploitation, oppression et répression ne provoquent un désir croissant de révolution. Comme le proclamait voici cent ans le poète-communard Eugène Pottier, auteur de « L'Internationale » : « Le monde va changer de base ».

De génération en génération, le socialisme scientifique, boussole de la révolution, prépare avec toujours plus de sûreté la victoire du rêve de tous les opprimés, la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'émancipation des peuples par celle du prolétariat.

Aujourd'hui, plus de 800 millions d'hommes, en Chine, en Albanie, et dans quelques autres pays d'Asie édifient le socialisme. La grande Révolution Culturelle Prolétarienne dirigée par Mao Tsé toung s'est inspirée en certains domaines de l'exemple centenaire « Il est nécessaire d'appliquer un système d'élection générale semblable à celui de la Commune de Paris, pour élire les membres des groupes et des comités de la Révolution Culturelle » préconisait le Comité Central du Parti Communiste Chinois le 8 août 1966.

Plus près de nous, la révolte étudiante, les puissants mouvements ouvriers de mai-juin 1968 n'ont pas manqué de références à l'événement historique grandiose d'il y a un siècle.

Plus que jamais en 1971, nous allons devoir puiser aux enseignements de la victoire et de la défaite des Communards ; nous allons devoir appliquer aux conditions historiques nouvelles l'héritage combien riche qu'ils ont légué au prolétariat mondial, tant dans ses aspects négatifs que positifs. De Marx et Engels, contemporains combien clairvoyants de la Commune de Paris, à Lénine et Staline hier et Mao Tsé toung aujourd'hui, nous saisissons la continuité et l'enrichissement de la doctrine et de l'expérience concrète du mouvement révolutionnaire prolétarien.

Immortels sont nos ancêtres les Communards, unissant étroitement, dans le combat et les sacrifices, révolutionnaires français et immigrés, sans distinction d'origines nationales ou raciales !

Grâce à leur expérience héroïque, Marx apporta au « Manifeste communiste » une « correction essentielle », que feignent d'ignorer les dirigeants révisionnistes de 1971, tout comme ceux que fustigea Lénine en 1917 dans « L'Etat et la révolution ».



Proclamation de la Commune à l'Hôtel-de-Ville de Paris (mars 1871).

Dans leurs bavardages avec Savary et autres réformistes, Marchais et ses complices dissimulent soigneusement cette idée fondamentale de Marx exprimée à partir de « La guerre civile en France » : « La classe ouvrière doit briser, démolir la « machine d'Etat toute prête » et ne pas se borner simplement à s'en emparer ».

Cette idée, c'est celle de l'instauration de la dictature du prolétariat, cent mille fois plus démo-

cratique que la « démocratie » bourgeoise. La Commune de Paris en réalisa la première forme étatique.

Descendants des Communards, nous combattons les Versaillais d'aujourd'hui et leurs complices, jusqu'à la victoire complète !

Honneur et gloire à l'immortelle Commune de Paris ! A l'action dans la voie ouverte voici cent ans par son héroïque sacrifice !

A TOUS NOS LECTEURS, CAMARADES, AMIS ET SYMPATHISANTS

# PASSONS A L'OFFENSIVE

## L'HUMANITÉ ROUGE VAINCRA! (7)

### NOS LECTEURS DANS LA LUTTE

Chers Camarades,

Afin de soutenir financièrement votre journal, j'ai donné 30 F à la librairie « le Phénix » ; j'ai hésité, je le reconnais, non que je sois « radin » mais je me demandais souvent si je n'étais pas dans l'erreur ; maintenant je suis convaincu totalement, j'ai relu quelques « Huma-Rouge » et je me suis bien aperçu que votre journal reflète réellement la lutte des travailleurs. Bien que je sois un très modeste sympathisant dans l'usine où je travaille, j'ai propagé de mon mieux vos idées qui sont aussi miennes. Bien que les théories du « passage pacifique » soient encore largement ancrées chez les travailleurs, ce qui m'a fait plaisir c'est que des camarades reviennent maintenant sur de plus justes positions notamment sur Staline. Pour la première fois, on m'a avoué « avec Staline ça tournait mieux que maintenant ». Ce n'est rien, camarades, mais ça fait plaisir après cette vague de calomnies hystériques contre le grand Staline. Il y a un camarade, qui ne voulait pas entendre parler de Mao il y a peu de temps ; il m'a dit de lui acheter le petit livre rouge. Tous ces faits montrent, bien qu'ils soient encore trop limités, qu'avec des militants conscients et dynamiques le mouvement ouvrier peut repartir de l'avant après avoir battu en brèche la réaction au sein du mouvement communiste.

Lisant souvent « France-Nouvelle » j'y ai trouvé un article scandaleux d'un bonze sur la hiérarchie des salaires, ça m'a mis en colère et j'en ai profité pour écrire un article, il n'est pas de très bonne qualité, et comme beaucoup de camarade ouvriers rédigent de bons « papiers » n'hésitez pas à le laisser tomber car cet article est très moyen.

Un O.S. de la banlieue parisienne

Chers Camarades,

Je vous envoie ci-contre un billet de 100 F pour un abonnement de un an à H.R. Le reste ira à la Souscription permanente. Le reste c'est 20 F. C'est très peu pour soutenir le journal. Pourtant je dois dire que je suis soldat... aussi je ne peux faire mieux.

Pourquoi cet abonnement à l'Huma-Rouge ?

En effet depuis deux ans je lis et diffuse H.R. et certes je n'ai pas attendu 2 ans pour me rendre compte qu'H.R. était bien un journal communiste. Devenu militaire et isolé au milieu d'inconnus, subissant un terrorisme psychologique anticommuniste, mon seul soutien fut qu'en toutes occasions il fallait se souvenir qu'on militait pour H.R. et donc vaincre les ennuis passagers.

Aussi, lorsque je suis arrivé en permission quelle ne fut pas ma surprise ? Des camarades, excellents jusque-là, mais provisoirement trompés, me déclarent qu'H.R. va disparaître, qu'elle est droitière, presque révisionniste... Ces camarades m'ont fourni toute la documentation nécessaire pour me faire une idée. Après quelques hésitations dues à mon isolement total durant 3 mois, la réponse est claire. On ne peut se dire Marxiste-Léniniste et lutter à la destruction de l'Huma-Rouge !

D'ailleurs le contenu des

derniers numéros est bon, enfin les luttes ouvrières et paysannes tiennent la place qu'elles méritent. D'autre part le soutien des vétérans de la SFIC est très réconfortant pour de jeunes militants pleins d'enthousiasme, mais aussi d'inexpérience comme c'est mon cas...

Je vous félicite pour l'article sur Staline, c'est bien de le défendre, trop de jeunes se laissent récupérer par une idéologie antistalinienne (trotskystes, spontanéistes...) donc anticommuniste. La question de Staline me tient à cœur, j'ai définitivement quitté « l'Humanité Nouvelle » pour « l'Humanité Rouge » en février 68, parce que dans l'une on condamnait Staline, et que dans l'autre on le défendait, position normale pour de vrais communistes...

Vive l'Humanité Rouge !  
Un soldat

« Chers camarades,

...Durant un an environ, j'ai vendu « La Cause du Peuple » et ai milité dans le mouvement actuellement dissout : La Gauche Proletarienne. C'est en lisant et en étudiant avec la plus grande attention possible les œuvres de Karl Marx, Lénine et Staline que je me suis aperçu de mes erreurs. L'anarchisme de la G.P. n'a absolument rien à voir avec le marxisme-léninisme.

Camarades,

Le PCF a organisé dans notre ville une réunion-débat avec 30 personnes amorphes. J'ai demandé au Secrétaire la position de son Parti sur la hiérarchie des salaires. Voilà sa réponse en gros : « Elle est nécessaire à cause des différences entre petits, moyens ouvriers et cadres qui ont étudié pendant des années. A cause aussi des responsabilités. » — « Pensez-vous que cela justifie des centaines de milliers de francs de différence ? ». « Certainement, mais nous sommes pour que les salaires soient au-dessus de 1 000 F. » — « Alors arrêtez les augmentations des salaires des cadres », ai-je répondu.

A ce moment un monsieur très bien habillé, pas comme les autres avec leurs canadiennes ou vestes de pluie, m'a dit : « Il n'y a que les jaloux et envieux contre la hiérarchie des salaires, chaque classe doit avoir son salaire distinct » — « Que faites-vous ? » — « J'étais « cadre » à l'EDF » a répondu ce monsieur, militant du PCF.

Alors le secrétaire du PCF dit : « Dans aucun pays socialiste n'a été supprimée la hiérarchie. » — « Si, ou presque, en Chine et en Albanie. » — « Oui, mais la Chine a été trop vite et trop loin, son économie est un désastre. » Puis, regardant sa montre, il a levé la réunion...

Voilà, Camarades, comment le PCF s'allie avec les bourgeois, trompe le prolétariat... Vive la dictature du prolétariat ! Vive l'H.R. ! Vive la lutte classe contre classe.

Une travailleuse béarnaise

J'espère que beaucoup de camarades, comme moi, trompés par quelques petits bourgeois, mi-anarchistes, viendront rejoindre les rangs de l'« Humanité-Rouge »...

— Vive le marxisme-léninisme !

— Vive le Grand Joseph Staline, continuateur de l'œuvre de Lénine !

— A bas la vermine impérialiste et la clique révisionniste !  
Un lycéen marxiste-léniniste de Paris. »

### SOUSCRIPTION PERMANENTE

	Total précédent	33 876,10 F
Un travailleur portugais	Paris	10 F
Anonyme	Pau	10 F
L'H.R. vaincra. F. et B.T.	Montreuil	50 F
J.P. (lycéen)	Paris	5 F
A.B.	Vence	20 F
Un élève de C.E.T.	Seine-et-Marne	20 F
J.U.	Rouen	25 F
Un lecteur pour que l'H.R. continue et passe bientôt sur 12 pages	Jura	60 F
3 amies de l'H.R.	Oloron-Ste-Marie	100 F
Un lycéen marxiste-léniniste	Montpellier	10 F
A.M.	Paris	3,60 F
Un travailleur portugais	Paris	10 F
H.P.	Vence	40 F
C.D.H.R.	Dijon	50 F
Anciens résistants du XI <sup>e</sup>	Paris	25 F
Un ancien	Marseille	10 F
R.L. (janvier)	Var	10 F
Un enseignant étranger	Montpellier	100 F
L.F.	Hérault	10 F
Un couple ami de l'H.R.	Lyon	20 F
R.D.	Le Mans	10 F
C.D.H.R. Censier. H.R. vaincra !	Paris	5,50 F
Un camarade	Angers	10 F
J.P.	Paris	5 F
C.D.H.R.	Paris 20 <sup>e</sup>	143,50 F
2 camarades	Sables-d'Olonne	10 F
Anonyme	Paris	8 F
Un cheminot	Paris	25 F
Un groupe de travailleurs portugais amis de l'H.R.	Paris	20 F
Pour soutenir l'H.R. : C.D.H.R. - personnel de la faculté d'Orsay	Orsay	200 F
A.P.	Paris 18 <sup>e</sup>	4,50 F
C.F.	Boulogne-Billancourt	20 F
Un jeune ouvrier	Paris 19 <sup>e</sup>	10 F
Un travailleur tunisien	Paris 20 <sup>e</sup>	1 F
V.R.	Laval	20 F
A.V.	Dijon	20 F
Un travailleur	Paris 20 <sup>e</sup>	0,50 F
M.J.	Grenoble	50 F
Un ouvrier marxiste-léniniste pour un 12 pages	Région parisienne	150 F
Comité de rédaction de l'H.R.	Paris	125 F
A. pour que notre journal vive !	Marseille	10 F
P.L.	Paris 4 <sup>e</sup>	23 F
C.D.H.R. et lecteurs	Champigny	295 F
Un jeune travailleur des P.T.T.	Paris	5 F
Total général		35 635,70 F

### COMMENT SOUSCRIRE A L'HUMANITÉ ROUGE

En versant :

- Par mandat ou mandat-lettre adressé à « l'Humanité Rouge » - B.P. 134, Paris (20<sup>e</sup>).
- En timbre-postes (à notre B.P.).
- Par mandat directement versé sur notre C.C.P. (30226-72 La Source).
- Par chèque postal.
- Par chèque bancaire.

### ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens politiquement « l'Humanité Rouge » dans son combat idéologique et politique en souscrivant un abonnement.

Une formule d'abonnement de propagande :  
« l'Humanité Rouge » pendant 3 mois pour 10 F.

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	10 F	20 F	20 F
Adresse	6 mois	20 F	40 F	40 F
	1 an	40 F	80 F	80 F

Etranger : un an 120 F ; six mois 60 F.

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

### “ LA CHINE EN CONSTRUCTION ”

Revue générale mensuelle, abondamment illustrée et aux articles substantiels, ce périodique chinois de moyen format répond parfaitement à la juste curiosité des travailleurs. Facile à lire et à regarder, il leur offre de nombreuses informations sur la vie quotidienne des ouvriers et des paysans chinois dans le cadre de l'édification du socialisme.

Abonnement à la librairie Le Phénix, 72, bd de Sébastopol - Paris-3<sup>e</sup> (1 an : 8 F ; 2 ans : 12 F ; 3 ans : 16 F).

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

A LA S.N.C.F. :

UN ACCORD RÉFORMISTE

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que les dirigeants des sept syndicats (cadres compris) de la S.N.C.F. ont signé un « Accord » avec leur Directeur.

Nos camarades cheminots commenteront certainement cette mesure dans notre prochain numéro. Mais sans appartenir à leur corporation, nous pouvons affirmer d'ores et déjà qu'il s'agit d'un accord purement réformiste destiné à tromper ses prétendus bénéficiaires, au prix de quelques concessions mystificatrices.

La fameuse « échelle mobile » tant vantée par Séguy et autres commis de la bourgeoisie dans la classe ouvrière, est instituée dans la corporation du rail. Mais n'est-elle pas une duperie ? Son jeu repose sur les variations d'un indice moyen du coût de la vie déterminé sur la base de 259 articles soigneusement sélectionnés par le gouvernement. Nous savons au surplus comment les services officiels triturent et manipulent les prix à leur gré. Que valent les statistiques de la bourgeoisie, dont le caractère de classe est toujours évident, même lorsqu'il est camouflé avec soin ? L'échelle mobile en système capitaliste n'est qu'un instrument destiné à faire croire aux travailleurs que leur pouvoir d'achat est garanti une fois pour toutes. La vérité est différente et tant qu'existe le régime d'exploitation de l'homme par l'homme, les salariés restent obligés de vendre leur force de travail à une valeur très inférieure à ce qu'elle représente. Seul le système socialiste assure la stabilité et la garantie permanente du pouvoir d'achat des masses laborieuses, en fonction de leur travail effectif.

Après « l'accord S.N.C.F. », les cheminots recevant les rémunérations les plus basses resteront les grands défavorisés par rapport à une hiérarchie totalement disproportionnée et toujours aussi insolente.

Les dirigeants de la C.G.T., Argalon et Massabieaux, ont joué encore une fois une farce opportuniste sur l'air de « signeront... signeront pas... » et finalement ils se sont bien alignés sur la position imposée par le gouvernement. Ils ont signé. Préambule ou procès-verbal, quelle différence ? Tout juste celle d'un alibi offert par leur grand patron pour justifier leur servile besogne devant la masse des cheminots de base.

Les dirigeants C.F.D.T. ont signé aussi comme les dirigeants F.O., vieux habitués des trahisons de la classe ouvrière. Ce que peut valoir un tel accord établi dans la collaboration de classes, les cheminots ne tarderont pas à s'en rendre compte.

La négociation à l'eau de rose, en dehors d'un rapport de forces imposé par la lutte de classe, c'est la trahison des travailleurs par le réformisme.

Seule l'action paie et non les bavardages dans les bureaux des ministères. Et même dans le cas d'une conquête sociale imposée par la lutte, rien n'est jamais définitivement acquis aux travailleurs dans le cadre du régime capitaliste.

Cheminots, rejetez les illusions réviso-réformistes et unissez-vous « à la base et pour l'action » sous l'impulsion et la direction de vos camarades marxistes-léninistes !

Gaston LESPOIR.

MARSEILLE-PORT (EXTRAIT DE ROUGE-MIDI)

PLUS D'ESCLAVES MODERNES !

Les patrons cherchent à diviser les ouvriers.

Les patrons cherchent à payer le moins possible.

C'est ces deux buts qu'ils arrivent à atteindre en créant à l'intérieur de la classe ouvrière des catégories surexploitées. Comme la classe ouvrière ne peut compter principalement que sur son unité, elle considère comme un combat privilégié de défendre ces catégories défavorisées.

Dans toutes les entreprises de réparation navale, les ouvriers ne sont pas embauchés de manière stable ; ils commencent par signer des contrats successifs pendant lesquels de fait ils sont obligés de fermer leur gueule à double tour, d'accepter tous les plus sales travaux, d'accepter les nuits et les démarches quand le « travail presse ».

A la SPAT à la CMR cette situation instable dure en principe 6 mois au cours desquels la plus grande partie est éliminée.

A Grognard c'est encore pire : les contrats sont signés en laissant en blanc la date de fin de contrat. Les jours où il n'y a plus de bateaux, le chef de service marque la date du jour et met à la porte sans indemnité ni préavis tous les ouvriers sous contrat. Certains jeunes pistonnés arrivent à passer définitifs au bout de six mois, la plupart reste sous contrat un an ou deux, quant aux vieux, on leur fait clairement comprendre qu'ils resteront toujours sous contrat.

Ajoutons encore une clause particulièrement révoltante : sur les contrats de Grognard, il est stipulé explicitement que c'est une faute grave que de refuser les nuits, les dimanches, et les heures supplémentaires. Autrement dit n'importe quel contremaître ou ingénieur peut forcer l'ouvrier à venir un dimanche, même s'il a de la famille, sous

peine d'être foutu à la porte du jour au lendemain.

Quelle est la position de la CGT là-dessus ?

Elle cherche à faire passer les travailleurs sous contrat le plus rapidement possible définitifs (encore ne le fait-elle que par des discussions avec le patron ce qui on le sait ne mène jamais loin). Mais elle refuse de lutter contre le principe des travailleurs sous contrat « Pour un jeune, il vaut mieux être sous contrat qu'être au chômage ». Donc celà, c'est accepter le principe, c'est se refuser à lutter pour la suppression du travail sous contrat.

La CGT dit bien que dans le cadre de la métallurgie ils ont autrefois déposé un projet qui demandait qu'il n'y ait qu'une période d'essai de 15 jours, mais à quoi servent les revendications que personne ne connaît et qui dorment dans un tiroir.

C'est le même problème que pour les dockers occasionnels pour lesquels la CGT a bien une revendication dans un coin qui dit « La carte professionnelle pour tout le monde », mais en fait elle ne se bat pas là-dessus et demande 500 cartes seulement (et encore mollement).

Pour nous, Communistes Marxist-Léninistes, l'unité de la classe ouvrière est son bien le plus précieux.

Et lutter pour les catégories les plus défavorisées est un des moyens le plus important pour répandre dans la classe ouvrière le « goût de l'unité » et le « goût de la force » que l'unité procure.

PLUS DE TRAVAILLEURS SOUS CONTRAT. Le régime des ouvriers définitifs pour tous.

PLUS DE DOCKERS OCCASIONNELS. La carte pour tous ceux qui vivent des quais, et immédiatement.

PLUS DE MARCHANDS D'HOMMES. Embauche de tous les travailleurs qu'ils exploitent par les entreprises utilisatrices.

FOUGERES

4 séquestrés à l'entreprise Martinot.

L'annonce du licenciement, sans préavis, ni indemnité de 200 ouvriers sur 280, que compte cette entreprise du bâtiment provoque la juste violence des travailleurs.

Le 5 janvier, 200 ouvriers manifestent dans les rues de Fougères contre les licenciements. Puis de retour à l'entreprise, devant le refus des 2 curateurs (chargés de « redresser » la situation de l'entreprise), du directeur Martinot et son adjoint, de rejeter les licenciements et d'assurer du travail à tous, les ouvriers passent à une nouvelle forme d'action. C'est alors que des planches sont clouées sur la porte du bureau où se trouve le patron, son valet, et les 2 larbins du capital.

Devant cette action, ferme et décidée des ouvriers, les forces de répression interviennent : un escadron de gendarmes mobiles libère les 4 séquestrés.

La C.G.T. n'approuve pas ces séquestrations qui nuisent à la « bonne entente » et servent à « escamoter » les revendications. Il faut être permanent pour parler ainsi et ne pas connaître l'exploitation capitaliste. D'après ces bonzes, il serait préférable d'être docile et de rejoindre l'armée de chômeurs, déjà grande dans cette région. Non à la ligne de collaboration de classe ! Les ouvriers mènent l'action et ils ont raison.

La C.F.D.T. ne veut pas être en reste pour servir le patronat ; l'Union Confédérale des Ingénieurs et Cadres condamne ces actions dans un communiqué et déclare :

« C'est prendre le risque grave de freiner une évolution de la prise de conscience... », et « ...de rejeter vers le patronat, donc dans l'isolement une bonne partie des cadres ».

« La prise de conscience » des cadres on la connaît, c'est de faire suer les burnous aux ouvriers, c'est de réprimer, c'est d'augmenter les cadences, etc., ce sont de fidèles serviteurs du capital. D'ailleurs ne sont-ils pas payés grassement ?

L'action des masses aura raison des révisionnistes et des réformistes en appliquant le juste mot d'ordre Classe contre Classe.

A la violence réactionnaire, opposons la Violence Révolutionnaire !

NON AU CHOMAGE !

PARIS

R.A.T.P. grève sur la ligne n° 3

La direction de la R.A.T.P. voulant gagner 8 minutes sur un tour, la totalité des travailleurs fait grève 24 heures, le jeudi 7 janvier contre l'augmentation des cadences et pour l'amélioration des conditions de travail.

A plus ou moins long terme ce problème touche l'ensemble du réseau R.A.T.P. Aujourd'hui c'est la ligne n° 3 mais demain ce seront les autres lignes. Les directions syndicales C.G.T., C.F.D.T. et autonomes freinent effectivement l'action de masse en subordonnant la grève à l'unique ligne n° 3. Que les travailleurs s'emparent de leurs revendications et les portent à un niveau plus élevé.

La lutte des agents de la ligne n° 3 intéresse réellement tous les agents de la R.A.T.P.

NON à la division !

TOULOUSE - ORLY - LE BOURGET

A Air-France, Air-Inter, U.T.A., grève des navigants pour de meilleures conditions de travail. Trafic pratiquement nul. P. et T.

Du lundi au jeudi soir, le personnel ambulant des lignes des gares du Nord, de l'Est, du Sud-Est, du Sud-Ouest, de Montparnasse, de Bordeaux, Marseille passe à l'action par des arrêts de travail pour l'augmentation et l'unification des frais de voyage, la revalorisation de l'heure de nuit de 2 francs et l'amélioration des conditions de travail.

Cette action limitée à quelques secteurs est insuffisante et doit être portée à un niveau plus élevé.

O.R.T.F.

Les techniciens du Centre de diffusion cessent le travail à plusieurs reprises au cours de la semaine pour leurs revendications.

MARSEILLE :

1.000 LICENCIEMENTS AUX MESSAGERIES MARITIMES

Alors que les Messageries Maritimes affrètent en permanence 10 à 15 bateaux sous pavillons étrangers, la direction veut licencier un millier de marins, et déplacer de nombreux sédentaires marseillais à Paris.

Bien sûr les marins grecs ou espagnols moins organisés politiquement et syndicalement coûtent moins cher au patronat, d'où la nécessité de l'unité dans la lutte des marins de tous les pays.

Quant aux sédentaires, pas de déplacements sans un système d'indemnités acceptable.

MARINS DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	.....
16 h	.....
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	.....
21 h	.....
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30	.. sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	.. sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	.. sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	.. sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.



# LE TRUST USINOR : UN EXEMPLE TYPE D'EXPLOITATION PAR LE GRAND CAPITAL

Il est impossible de tout dire sur Usinor ; nous ne craignons pas la vérité. Aussi tout ouvrier des usines de ce trust peut et doit communiquer la vérité à H.R., redresser nos erreurs éventuelles, compléter notre première analyse qui sera publiée sur 2 numéros.

## UN TRUST

« Usinor premier producteur français d'acier, exploite six usines dont cinq sont implantées dans le département du Nord à Denain, Valenciennes, Anzin, Louvroil et Dunkerque, et une dans le département de l'Oise à Montataire. »

« En 1964 Usinor a produit plus de 4 millions de tonnes d'acier soit 20,4 % de la production totale française. »

En 1970... (chiffres parus dans « La Presse » du 5 décembre 1970).

Les installations industrielles sont réparties en trois groupes selon la nature des productions :

— Le groupe A, qui comprend les usines de Denain et de Montataire est spécialisé dans la fabrication des produits plats de toutes catégories ;

— Le groupe B, auquel sont affectées les usines de Valenciennes, Anzin, Louvroil est essentiellement producteur de barres, de profilés et de produits forgés.

— L'usine de Dunkerque qui traite dans les meilleures conditions les minerais riches d'Outre-Mer est spécialisée dans la fabrication de produits plats, tôles fortes et tôles fines laminées à chauds (extrait de l'introduction de la brochure patronale de propagande 1965).

Usinor est coté en Bourse bien entendu. Chaque année ses profits augmentent. Nous remarquons que depuis mai-juin 68, Usinor a augmenté ses profits d'une manière considérable, affichant officiellement des chiffres ahurissants.

Dans le même temps l'exploitation des ouvriers a été ouvertement accentuée (cadences-licenciements - 3 x 8 - modernisation).

Prosperité d'Usinor = misère de ses ouvriers.

On s'en doutait. Nous ignorons si ce trust possède, en dehors de sa branche métallurgique, d'autres actions importantes. C'est probable.

Nous ignorons aussi le nombre total d'ouvriers que cette bête féroce exploite. Mais nous savons que l'usine de Dunkerque emploie environ 4 500 ouvriers et celle de Denain 8 300 (chiffre 1970).

## USINE DENAIN

Une usine géante pour la France

— Fondée il y a plus de 100 ans. Au centre d'une région fortement industrialisée (mines de houille, ateliers de constructions mécaniques, etc.), mais en pleine recession.

— Première usine sidérurgique française ayant dépassé les 2 millions de tonnes d'acier brut par an (2 018 000 tonnes en 1962).

— Une superficie de 290 hectares.

— Une batterie de 5 hauts-fourneaux.

— Une aciérie de conversion comprenant 3 convertisseurs utilisant le procédé le plus moderne en France : OLP. On dit dans l'usine « les fours à oxygène ».

— 3 aciéries Martin.

— Des installations de laminage. Cette usine est raccordée au réseau de la S.N.C.F. (embranchement de Louches et d'Azincourt) et au réseau particulier des Houillères Nationales.

Elle possède un port privé sur l'Escaut de sorte qu'elle reçoit ses approvisionnements et expédie aussi bien par fer que par eau et route.

Un détail : environ 1 000 ouvriers s'occupent du transport par chemin de fer à l'intérieur de l'usine !!!

## LES PROFITS DU ROI DE L'ACIER

Citons simplement le canard révisionniste « Liberté » du 19-11-70 :

« Pour les 9 premiers mois de l'année 1970 :

— 19 883 000 tonnes d'acier soit une augmentation de 7,3 % sur 1969 (année record) ;

— 16 028 000 tonnes de fonte soit 7,6 % de plus que pour les 3 premiers trimestres de 1969. »

« Pour les 6 premiers mois de 1970 les bénéfices du roi de l'acier ont dépassé ceux de l'année 1969 toute entière. »

Enfin on fabrique une tonne d'acier en 3 fois moins de temps qu'il y a 15 ans. »

Et pourtant sans aller au fond du problème ni proposer les solutions de lutte de classe, le révisionniste Régis Lemoine conclut : « On va chômer à Usinor. »

## LES SALAIRES DES OUVRIERS

Selon le bon plaisir de la direction

Le même Régis Lemoine, dans un article du 10-12-70, est obligé de dire une partie de la vérité :

1° « Si on fait le compte de certaines quinzaines, la moitié du personnel est loin des 1 000 F par mois, et dans ces quinzaines sont comprises les primes exceptionnelles (bonne marche, objectif, majoration, etc.). »

2° « Les ouvriers horaires sont répartis en M2, OS1, OS2, P1, P2, P3... classification établie au lendemain de la Libération... »

... dont le roi de l'acier ne tient aucun compte.

3° « Les salaires sont établis en fonction des postes de travail suivant des grilles de 10 à 15 critères qui sont cotées selon un système à 5, 6 ou 8 degrés ; la côte attribuée est affectée d'un coefficient qui varie d'une entreprise à l'autre. »

« Il existe actuellement des différenciations de salaires se chiffrant entre 0,20 et 0,90 de l'heure pour une même classification, tout en tenant compte des conditions de travail et de la valeur professionnelle. »

Comme vous voyez camarade un ordinateur n'est pas de trop pour s'y retrouver. Pour l'ouvrier le détail du bulletin de salaire de chaque quinzaine est bien souvent incompréhensible. Il ne voit qu'une chose UN SALAIRE JAMAIS LE MEME MAIS TOUJOURS BAS, un salaire de misère. Usinor n'a rien à envier aux méthodes d'escroquerie de la S.N.C.F.

Les révisionnistes se contentent de dénoncer poliment ces généralités scandaleuses mais se gardent bien de décrire :

— d'une part l'exploitation réelle des ouvriers d'Usinor ;

— d'autre part l'augmentation réelle de la vie (beaucoup plus forte que leurs savants pourcentages comparés).

## QUELQUES PETITS FAITS

### SCANDALEUX :

1° On chôme un jour par quinzaine ; motif : la crise mondiale de l'acier.

Aucun syndicat n'a rien fait pour organiser la riposte de masse ; du baratin, de la sono, de l'unité entre bonzes, quelques heures de grevettes par service, un petit défilé en ville, quelques petits articles pleurnichards dans « Liberté »... Et voilà on a lutté ; on a fait ce qu'on a pu...

Rien que 5 syndicats pour se disputer l'électeur.

Le découragement est tel chez les ouvriers qu'ils ne voient même pas

l'utilité de suivre une grève d'un jour.

2° Jusqu'à octobre 1970 on faisait 48 heures.

Maintenant on fera 42 heures. En réalité, pour les postes continus on sera obligé de travailler 7 jours consécutifs la première semaine soit 56 heures, avec une perte de salaire sèche d'environ 100 F. C'est bien connu, nous ouvriers n'avons pas besoin de dimanches pour nous reposer ou pour aller en week-end : nous n'avons pas assez d'argent pour ça.

3° La deuxième semaine de la quinzaine, on travaillera 5 jours. On se reposera par roulement en passant chaque jour de la semaine. Cependant un cadeau la journée de

chômage chaque quinzaine + la journée habituelle de repos = deux jours de repos. Il est vraiment trop « bon » notre parton.

4° Sur les 56 heures de tout à l'heure, aucune heure supplémentaire n'est payée à 25 % et 50 % comme le fixe pourtant la loi. Soyons juste : une petite majoration tout de même quand nous travaillons de nuit ou le dimanche.

5° Les gardiens de notre patron (3/4 d'ivrognes) progressent régulièrement à l'ancienneté. Nous simples ouvriers, non on n'y a pas droit. On se fatigue sans doute moins que ces flics toujours bien mis.

Des travailleurs du Nord  
(Suite dans notre prochain N°)

## PERPIGNAN - ROUSSILLON :

# LES MARAICHERS EN LUTTE

Des manifestations « sauvages » des paysans-maraichers du Roussillon viennent de se dérouler à Perpignan.

Ce qu'il y a d'aberrant — et qui a mis les paysans en colère — c'est le fait qu'après les grands froids et la neige qui ont détruit ou détérioré les légumes tels salades (laitues), céleris, carottes, poireaux, choux, épinards, persil, etc., les producteurs d'ici s'attendaient à « bien vendre » (conformément à la loi capitaliste de l'offre et de la demande). C'est d'ailleurs coutumier ici : lorsqu'il fait très froid ailleurs nos légumes, et particulièrement les laitues, se vendent à des prix rémunérateurs. D'autant qu'on a expliqué à nos paysans (en général petits et moyens) que grâce au Marché Commun ils seraient assurés d'avoir toujours des prix raisonnables pour leurs fruits et légumes, assurés de débouchés importants. Mais précisément c'est le Marché Commun qui vient de leur jouer un mauvais tour, en permettant ou favorisant l'importation massive de légumes d'Italie et demain... d'Espagne franquiste. C'est bien le sens de « l'avis aux importateurs » décidé par le gouvernement et publié dans le « Journal Officiel » du 9 janvier 1971 qui décide que « les importations de salades de tous pays seront autorisées jusqu'au 31 mars 1971 ». Le résultat pour les paysans roussillonnais c'est que vendredi 8 et samedi 9 janvier la mévente de leurs laitues a été totale. Ils ont réagi spontanément en bloquant la circulation en ville avec leurs camions et sont décidés à la bloquer à partir de lundi sur les routes, sans doute en priorité sur les routes d'Espagne.

Il est évident que des importations complémentaires peuvent être nécessaires pour que les prix des légumes n'atteignent pas des hausses trop difficilement supportables par les consommateurs, mais ouvrir les vannes en grand aboutit à des résultats catastrophiques pour les producteurs du pays.

C'est évidemment un des aspects néfastes des contradictions du système capitaliste, de ces contradictions que le Marché Commun est sensé résoudre. On voit comment !

La seule solution valable c'est celle que préconisent les révolutionnaires marxistes-léninistes : « Faire triompher en France la Révolution prolétarienne et établir un régime de dictature du prolétariat ». Dans un tel régime où les paysans seront les alliés naturels de la classe ouvrière, il n'existera ni surproduction de fruits et légumes, ni mévente, car le socialisme a pour principe de satisfaire au maximum les besoins du peuple et non d'assurer des profits exorbitants à une poignée d'exploiteurs des ouvriers et des paysans.

Comme en Albanie, comme en République Populaire de Chine, les prix seront stables, calculés de façon qu'ils soient avantageux pour les consommateurs et pour les producteurs ; ceux-ci étant toujours assurés que l'Etat socialiste leur achètera toute leur production à un prix convenable fixé d'avance d'un commun accord.

Or de cette solution révolutionnaire, il ne peut y avoir que des remèdes de rebouteux et de toutes façons capables de « calmer » pour quelque temps seulement les paysans en colère, mais non de guérir le mal qui est inhérent au régime.

Correspondant H.-R.



Manifestation des paysans du Roussillon.

# LA GUERRE CHIMIQUE U.S. AU VIETNAM PIRE QU'HIROSHIMA

Il y a quelques jours, devant journalistes et « observateurs » assemblés, Nixon a prétendu faire un « geste historique » : il a mis la pollution hors-la-loi ! Encore de belles paroles creuses d'un clown qui essaie de détourner le peuple américain de ses problèmes cruciaux ! Mais le grotesque de Nixon — le pître, n'a d'égal que l'odieux de Nixon — le criminel ; car Nixon est le grand ordonnateur d'une pollution systématique et délibérée à l'encontre du peuple vietnamien et des peuples d'Indochine : la guerre chimique ! Pour tenter de briser la résistance du peuple vietnamien, il fait déverser chaque jour des tonnes de produits toxiques sur le sol indochinois.

Nixon : « apôtre de la bataille contre la pollution » ? Mensonge ! Nixon tente de semer la ruine, la mort et la dévastation pour des siècles en Indochine ; Nixon est pire que Hitler !

## DES MENSONGES EHONTES

Les agresseurs yankees ont commencé leur sale besogne « d'épandage de produits chimiques » en 1961. Il y a dix ans déjà ! Sans conférence de presse ni journaliste bien sûr ! Ils appellent les produits de la mort des « herbicides », des « défoliants », des « gaz lacrymogènes ». Des termes inoffensifs en somme ! Les agriculteurs américains n'emploient-ils pas eux aussi des « herbicides » ? Et le commandement militaire américain de Saïgon de soutenir que les défoliants employés sont les mêmes que les herbicides agricoles — et aux mêmes doses !

Mensonges que tout cela ! Il suffit d'ouvrir le « Manuel de l'Armée américaine » pour s'en convaincre : les doses prescrites sont dix fois, cent fois plus fortes ! Il suffit de lire les rapports des services sanitaires du G.R.P. et de la commission d'enquête de la République Démocratique du Vietnam. De 1961 à 1969, des « défoliants » ont été déversés sur 1.086.900 hectares de forêts et de terres cultivées ; au cours des neuf premiers mois de 1970, sur 25 provinces du Sud ravageant 415.000 hectares de cultures !

L'épandage de produits chimiques nocifs est massif, systématique, criminel. Voilà ce qui apparaît à l'issue de la « Conférence internationale des hommes de science sur la guerre chimique » réunie les 12 et 14 décembre derniers à Orsay. La presse de notre pays a fait le silence sur ses conclusions. A nous de dénoncer bien haut les crimes des agresseurs yankees en Indochine !

## AFFAMER LE PEUPLE VIETNAMIEU

Les épandages sont synonymes de dévastation totale ; là où existait la forêt tropicale, luxuriante et peuplée d'animaux variés : de vastes étendues silencieuses d'arbres desséchés. Les espèces animales et végétales disparaissent. Après le passage des « avions-cargos » et des hélicoptères bourrés de produits toxiques 2, 4-D et 2, 4, 5-T et de gaz toxiques CS 1 et CS 2..., les cultures de riz, de maïs, de patates douces, de manioc sont détruites, les arbres fruitiers brûlés ; le bétail et la volaille périssent.

Le but des agresseurs yankees est clair : ils tentent d'affamer le peuple vietnamien pour obtenir ce qu'ils n'ont pu gagner par la force et la ruse.

## DES TROUBLES GRAVES

Car les épandages de produits nocifs visent les hommes ; près de 1,5 million de Vietnamiens ont été intoxiqués par ces produits depuis

1961 ; les « gaz lacrymogènes » fortement concentrés dans des obus ou grenades provoquent chaque jour la mort de dizaines de femmes, d'enfants et de vieillards réfugiés dans les abris pendant les bombardements.

Avec le brouillard chimique surviennent des troubles graves : lésions des yeux, vertiges, brûlures de la peau, vomissements... Surtout, ces troubles subsistent pendant des mois et des années ; la majorité des hommes et des femmes, ayant vécu dans des zones d'épandage et examinés par des médecins de la République Démocratique du Vietnam sont victimes d'une asthénie prolongée — très grande fatigue permanente, impossibilité de lire plus de dix minutes, nécessité de rester alité des mois entiers — ; certains d'entre eux sont devenus presque aveugles.

Or, le rapport entre lésions oculaires, asthénies prolongées et usage de « défoliants » est rigoureusement prouvé, par des expériences et observations cliniques. Aux Etats-Unis mêmes ! Vers 1960, la Compagnie Dow, fabriquant du 2, 4, 5-T, n'a-t-elle pas été obligée de fermer ses succursales de Michigan à cause de la maladie de 60 ouvriers atteints d'éruptions cutanées, de désordres du système nerveux (fatigue chronique et dépression) ? Mêmes observations chez les ouvriers d'autres usines de même genre, six ans après l'interruption du travail !

Nixon et ses acolytes du Pentagone sont tout à fait au courant de ces faits quand ils envoient leurs avions déverser du 2, 4, 5-T sur le sol indochinois !

## DES BEBES ANORMAUX

Mais il y a pire encore. En effet, le nombre des enfants anormaux et monstrueux est excessivement élevé dans les régions les plus exposées aux épandages. La simple lecture des rapports des médecins vietnamiens remplit le cœur de haine contre les agresseurs yankees — Les bébés examinés, atteints de « trisomie 21 » (altération chromosomique), manifestent de très graves déficiences physiques et psychiques. Dans tous les cas, leurs mères ont bu de l'eau de source ou consommé des aliments contaminés par les produits toxiques U.S. au cours de leur grossesse.

De ces faits, notre presse bourgeoise ne souffle mot ! Et pourtant que d'encre versée sur l'affaire de la thalidomide ! Ce silence est un silence complice des crimes de Nixon ! Car lui aussi est parfaitement au courant. Son administration n'a-t-elle pas gardé secrets les résultats des laboratoires Bionetics concernant des recherches sur le 2, 4, 5-T ? Quelles sont les conclusions de ces recherches ? Le produit est « virtuellement dangereux » : l'expérimentation sur des rongeurs prouve indiscutablement les effets tératogènes (tératogène : entraînant des monstruosités et anomalies chez l'embryon) du 2, 4, 5-T.

Il a fallu les révélations courageuses d'étudiants et intellectuels progressistes américains pour que ces études soient connues au grand jour. Ces révélations sont convaincantes ainsi que les rapports des docteurs vietnamiens. Et pourtant, il reste des sceptiques... Notamment, M. Jacques Roux « biologiste, professeur à la faculté de Médecine de Montpellier » et... membre du Comité Central du P. « C. » F. Sous couvert de rigueur scientifique — bourgeoise —, le faux « communiste » apporte de l'eau au moulin de Nixon et ses acolytes...

« Mais il est vrai qu'on ne peut pas extrapoler directement des résultats de l'expérimentation animale à la



Les yankees ont des griffes de fer mais ne sont que des tigres en papier.

## LE CHIEN GALEUX AHIDJO PERIRA !

CAMEROUN : La vie d'un militant camerounais, Ernest Ouandié, est à la merci du peloton d'exécution : le tribunal militaire l'a condamné à mort avec cinq autres opposants.

Devant le tribunal la grande figure d'Ernest Ouandié, malgré les tortures endurées dans les geôles du chien Ahidjo, reste celle d'un courageux combattant africain anti-impérialiste.

Commandant en chef du 1<sup>er</sup> Front, successeur de Félix Moumié, le patriote Ernest Ouandié a combattu dans des conditions particulièrement difficiles du fait du soutien néo-colonialiste apporté par l'impérialisme au gouvernement fantoche d'Ahidjo.

Nous ne disposons pas d'informations précises sur ce procès qui est une mascarade.

Au moment de mettre sous presse, on redoute que les condamnations à mort soient rapidement suivies d'exécutions.

Nous disons non à ces nouveaux crimes dont l'impérialisme est le premier responsable.

Que vivent Ernest Ouandié et les cinq autres condamnés !

Quoiqu'il arrive, la dette de sang sera payée !

Le chien galeux et sanglant Ahidjo crèvera !

Le peuple camerounais vaincra !

Un ouvrier métallo.

clinique humaine. Pour rester dans les limites des conclusions scientifiques les plus strictes, nous disons que le risque génétique est très grand mais ne peut être encore rigoureusement prouvé » écrit-il dans l'« Humanité » du 15-12-70. Subtile argumentation d'intellectuel, paroles de traître à l'internationalisme prolétarien !

## DENONÇONS LES YANKEES-NAZIS !

Quant à nous, notre tâche est claire : DENONCER SANS RELACHE LES CRIMES BARBARES DES IMPÉRIALISTES AMÉRICAINS, SOUTENIR TOTALEMENT LA GUERRE DES PEUPLES D'INDOCHINE CONTRE LES PLUS GRANDS FAUTEURS DE GUERRE DE L'HISTOIRE. Ceux-ci font du Vietnam un champ d'expérimentation scientifique pour leur guerre chimique ; les résultats de leurs forfaits sont éloquentes : plus de troubles (altérations chromosomiques) dans les zones soumises à l'épandage que chez les survivants d'Hiroshima ! Ils brandissent cette menace aux peuples en lutte.

Mais leurs jours sont comptés, au Vietnam et ailleurs ; et un jour prochain il leur faudra rendre compte de tous ces crimes !

## UN IMPORTANT EDITORIAL DES QUOTIDIENS CHINOIS

Le numéro du 4 janvier 1971 des « Cahiers de la Chine nouvelle » a publié l'éditorial des grands quotidiens chinois pour le Jour de l'an 1971 : « Avançons victorieusement en suivant la ligne révolutionnaire du président Mao ».

Il s'agit d'un texte très important, que nous regrettons de ne pouvoir publier faute de place. Nous invitons nos lecteurs à le lire et l'étudier, soit en se procurant « les Cahiers de la Chine nouvelle » — Boîte postale 198, Paris R.P. — soit, ce qui est mieux, en se procurant le prochain numéro de « Pékin-Information », qui ne manquera pas de le présenter. Les abonnements à cet hebdomadaire chinois peuvent être souscrits soit par notre intermédiaire, soit directement au représentant en France de l'organisme chinois d'éditions « Guozi Shudian », qui est la « Librairie Le Phénix », 72, bd de Sébastopol, Paris-3<sup>e</sup> - (1 an : 14 F ; 2 ans : 21 F ; 3 ans : 28 F).

# CHEMINOTS : LES CADRES ET LA HIERARCHIE

Dans des articles précédents nous avons montré comment les directions syndicales pourries, sans exception, se font les défenseurs exclusifs des cadres, et soumettent idéologiquement, organisationnellement et dans l'action les syndicats ouvriers à la stratégie poujadiste des cadres. Face à cette stratégie de collaboration de classe et de soumission des intérêts de la classe ouvrière à ceux de son aristocratie, par les syndicats révisionnistes et réformistes, opposons une stratégie, celle de la classe ouvrière pour son émancipation, qui consiste à unir tous ses alliés sous sa direction pour la lutte révolutionnaire, remplacer le système capitaliste par le système socialiste, pour la disparition du patronat et du salariat, donc de la hiérarchie.

## La « révolte » des cadres

Notre but n'est pas de dénigrer par plaisir, mais nous nous devons de détruire les théories qui baffouent les cheminots et traînent dans la boue leurs glorieuses traditions de lutte contre l'Etat-patron (autrefois, contre les compagnies privées).

Certes, aujourd'hui les cadres et techniciens commencent à sentir les effets de l'exploitation capitaliste à laquelle ils avaient été soustraits jusqu'alors. Aujourd'hui comme disent couramment les cheminots « à force de supprimer les moutons on n'a plus besoin de bergers ». Les cadres après avoir « sabré » les agents d'exécution sentent aujourd'hui leur propre tête vaciller et ils se révoltent ! Ils ne prennent pas forcément conscience de ce qu'il leur arrive, par un juste retour des choses. C'est ce qu'ils ont eux-mêmes fait aux autres. Ils n'en éprouvent pas automatiquement de la compassion pour leurs anciens subordonnés disparus. Leur révolte pour la plupart a encore une résonance catégorielle, égoïste. Leur révolte n'est pas pour autant dirigée pour détruire le capitalisme et instaurer le socialisme (comme ose le prétendre Séguy et Cie), mais pour défendre égoïstement leurs privilèges menacés. Leurs réflexes sont souvent de mieux réprimer encore, pour continuer à se bien faire voir contre tel autre cadre, faire de nouvelles propositions d'économie et d'amélioration du rendement et de la productivité des agents d'exécution, pour la suppression de nouveaux emplois afin d'en encore justifier le leur. Leur but d'améliorer les machines et de moderniser vise le même but.

Cette façon de raisonner et de procéder est typiquement petite bourgeoise, anti-unitaire, anti-syndicale et en définitive contre-révolutionnaire : c'est la ligne syndicale de l'aristocratie ouvrière, des parvenus, qui ont usurpé la direction des syndicats ouvriers (la V.O. elle-même a déclaré que Séguy était au service de la classe ouvrière (!) dont il était ISSU (sic), elle considère bien qu'il n'en fait plus partie, dont acte).

## LE LÉNINISME, ÉTENDARD DE LUTTES ET DE VICTOIRES

Discours prononcé à la réunion solennelle consacrée au centième anniversaire de la naissance de Lénine. Par Ramiz Alia, secrétaire du Comité Central du Parti du Travail d'Albanie.

45 pages - 0,50 F

(+ 0,80 F pour frais de port)

En vente à la librairie « Le Phénix », 70, bd de Sébastopol, Paris-3<sup>e</sup>, ou par notre intermédiaire. Paiement à la commande.

## La ligne juste : les cadres sous la direction des ouvriers pour combattre et abattre l'Etat patron

Face à ces abus de confiance, nous devons déclarer ouvertement et bien haut que nous œuvrerons pour l'unité de la classe ouvrière, son FRONT UNIQUE, et pour le FRONT UNI avec tous ceux qui acceptant sa direction veulent être ses alliés, cadres et techniciens sincères compris qui luttent pour la disparition du capitalisme et non pour son aménagement, qui luttent pour la révolution socialiste. Accepter la direction de la classe ouvrière, c'est reconnaître son avant-garde marxiste-léniniste qui a repris en mains le drapeau rouge de la lutte de classe contre le capital monopoleur et l'Etat Patron nos ennemis principaux.

Pour en revenir à la hiérarchie, et afin qu'on ne nous taxe pas de démagogie, nous savons que tant que subsisteront les classes socia-

les, la hiérarchie restera, même en économie socialiste. Cette hiérarchie contre laquelle nous devons lutter dès maintenant en régime capitaliste, se réduira progressivement en régime socialiste par la rééducation des cadres dans le travail à la production, et en réformant leur idéologie. Elle disparaîtra au fur et à mesure de la disparition des classes et quand on aura supprimé la différence entre travailleurs manuels et intellectuels, travailleurs des villes et des champs. Mais pendant la période transitoire, cette hiérarchie se justifiera par le fait qu'elle ne profitera plus aux cadres réactionnaires, agents du patronat capitaliste, mais parce que cette hiérarchie sera appliquée aux cadres que la classe ouvrière se sera donnée elle-même : CADRES DEVOUÉS AU SOCIALISME ET AUX INTERETS DU PEUPLE TRAVAILLEUR, REVOLUTIONNAIRES A TOUT INSTANT, en permanente rééducation et sous le contrôle des assemblées générales de travailleurs comme en Chine et en Albanie où

les salaires ne sont actuellement que de 1 à 3 au maximum. Dans ces deux pays socialistes, les cadres eux-mêmes font des propositions pour la réduction progressive de leurs salaires.

Subordonnons les salaires et les revendications des cadres à ceux de la classe ouvrière !

Que les cadres ne soient plus les saboteurs et les profiteurs des grèves, qu'ils participent aux actions sous la direction des ouvriers, et à leurs côtés !

Vive les cadres qui se mettent au service des ouvriers sous leur direction !

A bas la hiérarchie des profiteurs et des exploités !

Vive l'unité de la classe ouvrière !

Vive le Front uni révolutionnaire des exploités sous la direction des ouvriers !

En avant pour le Socialisme libérateur !

Un « cadre » cheminot au service et sous la direction de la classe ouvrière !

## TOULOUSE : à l'A.P.C.

# UNITÉ D'ACTION PATRONAT - RÉVISIONNISTES CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE

La question des nationalisations en système capitaliste est un point fondamental sur lequel le révisionnisme n'a jamais manqué de se démasquer face au marxisme-léninisme.

En même temps c'est un problème que les opportunistes ont embrouillé à volonté, en s'appuyant démagogiquement :

— sur les profondes et justes aspirations des masses exploitées à une économie au service du peuple, et

— sur certains acquis de la lutte de classe des travailleurs, dans les secteurs nationalisés en particulier à la libération.

Il appartient aux communistes authentiques, aux marxistes-léninistes de rétablir la vérité en dissipant les illusions : non ! les nationalisations en système capitaliste ne constituent pas en elles-mêmes un point positif pour la classe ouvrière.

Qu'est-ce que la nationalisation d'un secteur de l'économie ? — C'est le passage entre les mains de l'Etat de ce secteur. En système capitaliste c'est le contrôle direct par l'Etat bourgeois de ce secteur. Par contre là où le prolétariat a instauré sa dictature et le pouvoir politique du peuple, les nationalisations représentent le contrôle de secteurs économiques par le prolétariat.

Autrement dit le contenu de classe d'une nationalisation ne peut être envisagé indépendamment de celui de l'Etat.

Ainsi en France où le pouvoir d'Etat et le capital monopoleur sont confondus, cet aspect fondamental est particulièrement clair :

— Par quelle classe et au service de quelle classe sont gérés les chemins de fers ?

Dans la perspective de dénationalisation et de rentabilisation capitaliste, le patronat adopte une tactique subtile : il y a cession au fur et à mesure des différents services au capital « privé » ce qui entraîne non pas des licenciements et le chômage immédiats mais des mutations. Sans être prophète, à ces mutations feront suite l'aggravation des conditions de travail, la perte progressive des avantages antérieurs, des licenciements. Ce plan d'attaque contre la classe ouvrière est mis en pratique et avec succès par le patronat grâce au Concours actif des révisionnistes.

C'est ainsi qu'au service d'entretien 130 ouvriers sont mutés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1971 à la TOMÉCA. Dans des accords antérieurs directions-syndicats, la direction avait assuré que seuls les volontaires seraient mutés ; de fait la direction a renié son engagement et les volontaires ont été désignés ; ils ont été désignés au dernier moment pour faire marcher à fond la concurrence entre ouvriers, chacun espérant qu'il ne serait pas sur la liste.

Dans cette situation qu'ont fait les directions syndicales ? Qu'a fait

la C.G.T., « grand syndicat de la classe ouvrière » ? A-t-elle cherché à contrecarrer les manœuvres patronales, à préparer la lutte et à y entraîner les ouvriers non seulement du service d'entretien mais de toute l'usine, qui sont aussi directement menacés ? Non, loin de là. La direction C.G.T. s'est activée pour faire avaler en douceur les mesures anti-ouvrières du patronat. De lutte, si, ils en ont parlé mais pour montrer que ça ne sert à rien. Ils n'ont cessé de donner aux ouvriers des exemples de grèves qui avaient échoué.

Ils ont systématiquement découragé les ouvriers en s'appuyant largement sur l'absence de traditions de lutte, sur l'idéologie réformiste qui prévaut du fait des conditions de travail et des salaires meilleurs ici et jusqu'à présent qu'ailleurs.

Ils ont tout fait pour isoler l'entretien (notamment aucune Assemblée Générale de l'usine n'a été convoquée) car, venant d'autres ateliers des ouvriers révolutionnaires auraient pu les « déborder ». Ils ont aussi fait le jeu des pauvres de F.O. qui dans ces conditions ont eu la

— Au service de qui l'EDF-GDF ?

— Les PTT ?

— Les Travaux-Publics ? etc.

Un exemple le kw/h est fourni au-dessous du prix de revient aux grosses entreprises et à un prix incroyablement plus élevé à chaque travailleur.

Il en va de même pour le prix du transport des marchandises par rail comparé au prix payé par les travailleurs qui vont à l'usine chaque matin.

Non une telle nationalisation n'est pas un pas en avant vers le socialisme !

Et si dans certains secteurs on assiste à une « dénationalisation » partielle (exemple : Autoroutes privées concédées par les Travaux Publics), il ne s'agit nullement d'un changement de propriétaire en général mais d'une formule plus apte à l'augmentation des profits monopolistes : sans doute parce que ces secteurs sont devenus rentables par eux-même ? et surtout parce que cela représente un excellent moyen pour le capital monopoliste de liquider les derniers acquis de la lutte de classe des travailleurs de ce secteur.

Lutter contre ces « dénationalisations » c'est lutter contre les mesures anti-ouvrières qu'elles camouflent, sans entretenir d'illusion sur la nature des secteurs d'Etat en système capitaliste.

Henri JOUR

partie belle pour placer quelques phrases de « gauche ».

Ce sabotage « direct », contrastant avec le sabotage « indirect » des grèves-souppes qui est la pratique courante des dirigeants C.G.T., n'est certainement pas étranger aux prochaines élections municipales. Jusqu'où les révisionnistes ne baisseraient-ils pas le pantalon pour plaire aux « socialistes » ? Ces derniers en place à la mairie de Toulouse n'accorderont de fauteuils aux révisionnistes que s'ils font preuve de haute-trahison envers la classe ouvrière.

La collaboration patronat-révisionnistes a provisoirement réussi à étouffer la lutte de classe. Mais d'ici quelques mois les ouvriers mutés auront compris à la sueur de leur front ce qu'on leur a fait avaler ; la rentabilisation des services de l'engineering, de l'Urée, l'arrêt de la production d'acide sulfurique, le démarrage d'un nouveau réformant qui mettront en cause l'avenir de plus de 280 ouvriers, voilà autant de faits qui redonneront à la lutte de classe tous ses droits. Révisionnistes, vos jours sont comptés !

Correspondant H.R. Toulouse

FRONT CULTUREL PROLÉTARIEN

# une étude marxiste-léniniste sur la chine

**Révolution et expansion de la Chine**, tel est le titre d'un livre écrit par l'un des hommes les plus qualifiés pour parler de la Chine. Après avoir participé à la Résistance dans les rangs du P.C.F. où il continua de militer après la Libération, Régis Bergeron séjourna plusieurs années en Chine Populaire comme enseignant. Son expérience vécue de la Chine et du socialisme en Chine contribua à le maintenir dans la fidélité aux principes marxistes-léninistes ; revenu en France, il essaya de lutter au sein du P.-C.-F. contre le révisionnisme puis fut un des premiers militants du nouveau Mouvement Communiste Français qui, le 30 décembre 1967, donna le jour au Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France. Il retourna souvent en Chine, rencontra personnellement le président Mao Tsé toung en 1964 et put constater à chaque nouveau voyage les progrès de la révolutionnarisation, les progrès de l'édification socialiste, la marche en avant résolue de la classe ouvrière et du peuple de Chine dirigés par la pensée maotsétoung. Régis Bergeron connaît bien la Chine, il adhère lui-même aux principes qui la guident, il est à même de la comprendre et de la faire comprendre.

Contre les calomnies que l'impérialisme et la réaction internationale entretiennent et renouvellent depuis plus d'un siècle à l'égard de la Chine, le spectre du péril jaune et celui du péril rouge, Régis Bergeron plaide avec autant de passion que d'efficacité la cause de la vérité : la richesse de son information, la masse de faits irréfutables qu'il aligne ne laisse plus de prise au mythe.

La rapacité impérialiste déchirant la Chine pendant plus d'un siècle, elle, appartient à l'histoire et non au mythe. Une gravure française du début du siècle, représentant les empereurs de Russie, d'Allemagne et du Japon, les présidents des Etats-Unis et de France, le roi d'Angleterre qui se partagent voracement une galette qui n'est autre que la Chine illustre un premier chapitre intitulé la Chine à l'encan. Ce chapitre fait aussi comprendre comment, dialectiquement, ce sont les

assauts de l'impérialisme qui ont rendu à la Chine conscience d'elle-même.

Les deux chapitres suivants, très denses, disent l'influence en Chine de la révolution soviétique, la naissance du Parti Communiste Chinois, sa conquête et son apprentissage du pouvoir simultanés. A travers la multiplicité des faits rapportés par l'auteur, des références qu'il fournit, apparaît l'originalité de la situation chinoise et, réponse appropriée à la première, l'originalité de la révolution chinoise qui, avec Mao Tsé toung, faisait de la classe ouvrière la classe dirigeante mais savait reconnaître dans la paysannerie pauvre sa force principale.

Le chapitre IV, De la démocratie nouvelle au socialisme, dresse un tableau politique, social, économique de la Chine lors de la prise du pouvoir et compare, avec Mao Tsé toung, la révolution à un écrit en deux parties dont la première doit être terminée avant qu'on aborde la seconde : d'où la nécessité de procéder par étapes et de dépasser chacune de ces étapes ; la voie qui devait aboutir à la révolution culturelle était en un sens déjà tracée. Régis Bergeron traite ensuite de La construction du socialisme : à la fois développement de la production (le Grand Bond en Avant) et transformation des rapports sociaux de production (les communes populaires, entre autres). La plus longue partie, intitulée

La Chine, grande nation nous fait assister à l'essor continu de la Chine qui sait « compter sur ses propres forces » et s'affranchir de toute dépendance vis-à-vis d'une U.R.S.S. qui a trahi sa vocation socialiste

et internationaliste ; la mobilisation des masses a permis d'atteindre des résultats que les « experts » étrangers jugeaient chimériques. On trouvera dans le chapitre VII, Un rayonnement international, l'un des meilleurs exposés qui ait été faits de la politique internationale chinoise, toujours inspirée par l'internationalisme, un exposé qui fait justice de bien des calomnies dictées par l'impérialisme et le révisionnisme. Le dernier chapitre termine triomphalement sur la révolution culturelle et le IX<sup>e</sup> Congrès, le congrès de la victoire.

Le livre de Régis Bergeron est un livre riche de faits qui détruit sans pitié toutes les calomnies anti-chinoises en les renvoyant systématiquement et efficacement à la réalité. Le livre de Régis Bergeron est un livre d'histoire qui devrait faire date en montrant ce qu'est la science historique mise au service de l'idéologie prolétarienne. Le livre de Régis Bergeron est un livre qui sert le mouvement prolétarien en montrant lumineusement l'importance que revêt pour celui-ci la révolution chinoise guidée par le camarade Mao Tsé toung.

L'édition française demeure ce que peut être l'édition dans un régime capitaliste. Elle entrave la diffusion d'un tel ouvrage en lui imposant un prix hélas peu abordable pour les travailleurs. **Révolution et expansion de la Chine** (1), à son prix, réalisera pourtant un excellent travail de division dans les milieux qu'il touchera ; il fournit aussi au militant un instrument incomparable de propagande en faveur de la Chine Rouge.

René BLIZANT.

(1) En vente à la librairie Le Phénix, 72, bd de Sébastopol, Paris-3<sup>e</sup> - 24,70 F.

## LA CAYOLLE - MARSEILLE : TRACT

### FAITS ET MÉFAITS DU GÉRANT DE LA "LOGIREM" ENNEMI DES TRAVAILLEURS DU GRAND ARÉNAS!



QUAND LE GÉRANT VOUS PROMET LA LUNE, IL MENT... CAR IL SAIT TRÈS BIEN QU'IL N'A PAS DE LOGEMENTS POUR VOUS!... LA "LOGIREM" VOUS SOUTIRE DE L'ARGENT, MAIS ELLE NE CONSTRUIT PAS DE LOGEMENT POUR LES HABITANTS DES TONNEAUX...

### A LA SEULE PLACE QUI CONVIENT AU GÉRANT DE LA "LOGIREM": LE BOCAL AUX CORNICHONS!



QUAND LE GÉRANT VOUS MENACE... IL MENT... CAR IL NE PEUT VOUS EXPULSER, PUISQUE VOUS AVEZ ÉTÉ PARQUÉS DANS LES TONNEAUX DU GRAND ARÉNAS PAR LE PRÉFET... QUI A OFFICIELLEMENT RECONNU QU'ILS SONT INSALUBRES!... LE GÉRANT N'EST DONC PAS À SA PLACE À LA CAYOLLE...

UNIS ET DÉCIDÉS À LUTTER... NE PAYONS AUCUN LOYER AUX VOLEURS, ET REMETTONS ENSEMBLE LE GÉRANT À SA VRAIE PLACE... → OÙ?...



NB: IL YA ENCORE DE LA PLACE DANS LE "BOCAL" AUX CORNICHONS... DE TEMPS EN TEMPS NOUS Y METTRONS LES ENNEMIS DE LA POPULATION DU GRAND ARÉNAS QUI SE SERONT DISTINGUÉS PAR LEUR BÊTISE ET LEUR MÉCHANCÉTÉ... ET BIENTÔT NOUS FERONS DES RÉVÉLATIONS SUR LES AGISSEMENTS SCANDALEUX DU GÉRANT...

### CITATIONS DU PRÉSIDENT MAO TSÉ TOUNG

L'exemplaire : 1,40 F  
Contre envoi postal sur commande à  
H. R. : 2,20 F

50 ANS APRES LE CONGRES DE TOURS (1920-1970) - (VII)

# REVELATIONS D'ANDRE MARTY

## SUR LA PERIODE 1944-1947

L'analyse de l'attitude du Parti communiste français de 1944 à 1947 reste à préciser à la lumière du matérialisme historique. D'ores et déjà, il est sûr que cette période fut marquée par une ligne opportuniste de droite très grave, annonciatrice de la trahison définitive à partir de 1956 (avec le XX<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S.). Mais le Parti, né à Tours, fut de tout temps agité en son sein par des luttes de classes opposant des militants de base à la direction, et même certains dirigeants comme André Marty à d'autres comme Thorez.

Un de nos lecteurs de Franche-Comté nous a proposé la publication d'extraits (adaptés et commentés par ses soins) du chapitre « Pour que ça change » publié par André Marty dans son livre de 1955 « L'Affaire Marty », après son exclusion injuste du P. « C. » F.

Sur toutes les questions abordées par l'ancien mutin de la mer Noire, la discussion est loin d'être close et les marxistes-léninistes, bénéficiant du recul du temps, iront peut-être plus loin que lui dans la critique de la ligne du P. « C. » F. pendant cette période (par exemple, sur des points précis comme l'attitude des communistes dans le Conseil national de la Résistance, ou l'intégration massive des combattants dirigés par des communistes dans des unités militaires dominées par la bourgeoisie, sans omettre, bien entendu, la fameuse restitution des armes).

Il n'empêche que certains des avis exprimés par André Marty vont dans un sens positif et témoignent de la lutte interne intense qu'il soutint contre les représentants de l'opportunisme de droite, à une époque capitale de l'histoire de notre peuple et du monde.

L' « Humanité-Rouge ».

### LA PARTICIPATION COMMUNISTE AU GOUVERNEMENT STIMULANT OU FREIN ?

Pour que ça change réellement, il faut un puissant mouvement de masse.

Le 3 avril 1944, deux ministres communistes entraient au gouvernement provisoire d'Alger (bourgeois). Cette participation fut fixée en partant des directives établies au 7<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste de 1935 dans le rapport de Dimitrov :

« Un gouvernement de lutte contre le fascisme et la réaction (doit) réaliser des revendications révolutionnaires radicales, déterminées, répondant à la situation. Par exemple le contrôle de la production, le contrôle des banques, la dissolution de la police, son remplacement par la milice ouvrière armée... Mais nous disons ouvertement aux masses : ce gouvernement ne peut apporter le salut définitif. Il n'est pas en mesure de renverser la domination de classe des exploités... En conséquence, il est nécessaire de se préparer pour la révolution socialiste. »

Mais bientôt certains des dirigeants du P.C.F., alors en Algérie, se rendaient à cette évidence :

Il n'y a pas de comparaison entre le gouvernement de Front Populaire anti-fasciste tel qu'il était préconisé par Dimitrov en 1935 et le gouvernement de Gaulle à prédominance capitaliste.

André Marty et d'autres dirigeants luttèrent contre la participation au gouvernement dès cette époque et ensuite en France même.

### PARIS, AOUT 1944

De Gaulle voulut « se débarrasser » des deux ministres communistes et désarmer immédiatement les 800.000 F.F.I. (1), mais c'eût été provoquer un conflit où il aurait été obligé de céder, donc de transformer son gouvernement dans un sens populaire.

De Gaulle reculait... mais pour mieux sauter. Il tira les conclusions de la participation du P.C.F. au gouvernement d'Alger : il allait s'attacher à faire des ministres communistes un paravent pour couvrir sa politique réactionnaire aux yeux du peuple. Il mit tout en œuvre pour reprendre

en main l'armée, même en diminuant sa capacité de combat, par la réduction au maximum des effectifs F.F.I., envoyant d'importants détachements F.F.I. mal armés et mal équipés bloquer les « poches de l'Atlantique ». Il remplaça aux postes de commandement de nombreux officiers défaitistes en 1940, pétainistes. Il opéra de même avec la police et créa de toutes pièces sa super-police secrète dite « D.G.E.R. » (2).

Malheureusement, jamais du côté du P.C.F. ne furent prises en considération les appréciations critiques dégagées par la délégation du Comité Central en Afrique du Nord sur la participation ministérielle au gouvernement d'Alger.

Si en août-septembre-octobre 1944, la prise du pouvoir par le prolétariat n'était pas possible, les conditions étant encore loin d'être réalisées ; les circonstances étaient favorables à l'action de la classe ouvrière. En développant l'action des masses populaires et en s'appuyant sur elles, on pouvait faire appliquer le programme du C.N.R.

Par exemple, la saisie des biens des traîtres était la première mesure à prendre. Elle aurait soulevé l'enthousiasme des masses populaires, ouvert la voie à la création d'une « France nouvelle », populaire et d'un coup rétabli les finances de la France libérée, en prenant l'argent « où il est ». Le levier qui aurait pu entraîner le peuple à l'action pour appliquer ces mesures existait : c'était les comités de Libération.

Avec un tel mouvement toute l'orientation du gouvernement changeait.

Grâce à cet énorme mouvement, lorsque le P.C.F. et le Parti Socialiste eurent la majorité à la première assemblée constituante (élue en octobre 1945), la S.F.I.O. eût été obligée d'accepter un gouvernement de « front unique anti-fasciste ». En l'absence de ce mouvement des masses, il lui fut aisé de le refuser pour sauver la bourgeoisie.

### LE COUP DE FREIN

Le freinage systématique du mouvement de masse aboutit à une situation exactement contraire. De Gaulle manœuvra pour maintenir le P.C.F. sur le terrain d'une collaboration ministérielle strictement parlementaire.



André MARTY fut emprisonné pendant 4 ans pour son héroïque activité de solidarité avec la révolution bolchévique à la tête des marins en révolte contre l'intervention française, depuis lors connus sous le nom célèbre de « mutins de la Mer Noire ». Le voici, au centre, en mécanicien de la marine de guerre, à sa sortie de la prison de Clairvaux le 17 juillet 1923.

On vit en février 1946 le statut des mineurs élaboré par les ministres communistes dispenser du service militaire les jeunes mineurs qui furent retirés de l'armée où ils apportaient l'esprit révolutionnaire. C'était exactement ce que voulait de Gaulle. Le 27 octobre 1944, Duclos déclarait :

« La milice patriotique doit demeurer la gardienne vigilante de l'ordre républicain, en même temps qu'elle doit s'occuper activement de l'éducation militaire des masses populaires. »

Subitement, début novembre, cette directive fut enterrée et Thorez, peu après son arrivée (le 2 décembre 1944) lança un mot d'ordre exactement contraire : « Un seul Etat, une seule police, une seule armée ». Cela voulait dire suppression des comités de Libération, transformation des comités d'usines (en comité de gestion) en comité d'entreprise (de collaboration de classe).

Seul restait le mot d'ordre « Produire ! Produire ! » Il remplissait les poches des exploités. Tout mouvement revendicatif était freiné.

Ce n'était pas le programme de la Résistance, ce n'était même pas l'égalité des sacrifices (car, en fait, rationnement par l'argent donc le plus injuste), et encore moins le châtiement des traîtres.

De grands immeubles étaient presque vides (les collabos avaient filé). Mais on se gardait bien d'installer à leur place les familles des travailleurs entassés dans les taudis ou les déportés et prisonniers sans logis.

Même en 1947, alors qu'il ne pouvait plus y avoir le moindre doute sur l'enterrement du programme de la Résistance, la France était présentée comme « en marche vers le socialisme », la démocratie, création continue en régime capitaliste !

### LA NATIONALISATION

Le battage autour des « nationalisations, progrès vers le socialisme » servait à faire avaler aux travailleurs cette collaboration de classe effrénée sans principe.

En régime capitaliste, nous disent Pierre Semard et l'Internationale Communiste, les nationalisations peuvent apporter des améliorations appréciables à la situation des travailleurs, mais elles n'ont rien d'une

mesure socialiste, au contraire elles s'effectuent non pas contre les monopoles, mais à leur profit.

Pour la nationalisation des mines de charbon, une indemnité avec intérêt jusqu'à remboursement total fut versée aux capitalistes.

La nationalisation n'a pas touché aux usines de traitement des produits de la distillation de la houille : c'est ce qui rapporte surtout dans l'industrie charbonnière...

Ainsi l'Etat bourgeois, donc les contribuables, paient le rééquipement des mines épuisées par l'exploitation intense sous l'occupation (les profits qu'elles ont procurés aux capitalistes miniers leur restent). Même chose pour la nationalisation de l'électricité.

Présenter les nationalisations, ce capitalisme d'Etat, comme « un progrès dans la voie du socialisme » est une duperie. Les grands capitalistes ne s'y sont pas trompés : il y a eu unanimité à l'Assemblée Nationale pour voter ces nationalisations.

Il fallait patienter, disait le P.C.F., et cela alors que la réaction se développait dans tous les domaines. Lorsqu'une grève éclatait, on s'efforçait de l'arrêter parce que « gênant les ministres communistes au gouvernement ». Il aurait fallu s'appuyer sur elles pour faire céder le gouvernement dont l'orientation devenait de plus en plus réactionnaire.

L'aboutissement de la politique de collaboration de classes du P.C.F. fut une démolition partielle des travailleurs.

(1) En fait André Marty en s'exprimant ainsi englobait les F.T.P. dans les F.F.I., ce qui ne clarifie pas le problème.

(2) D.G.E.R. : Direction générale des Enquêtes et Renseignements qui existait d'ailleurs auparavant sous l'appellation de « B.C.R.A. ».

### MISE AU POINT

Nous avons précisé dans notre n° 83, dans la chronique « 50 ans après le Congrès de Tours » que l' « Humanité-Rouge » n'est pas une « organisation » en soi. Mais nous avons ajouté qu'elle « vise » à l'élaboration d'une juste ligne idéologique et politique pour l'application en France du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung. Cette formulation est erronée. Il faut remplacer « vise » par « contribue ». Pourquoi ? Parce que seul un Parti révolutionnaire prolétarien et non un journal a qualité pour jouer le rôle dirigeant dans l'élaboration de la ligne. Or justement l' « Humanité-Rouge » n'est pas un tel Parti et ne peut en aucun cas se substituer à lui. Dissipons donc toute équivoque à ce sujet. La presse française et différents organes d'information sur le plan international évoquent assez souvent l'activité du « Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France », dissout par le pouvoir bourgeois le 12 juin 1968, et donc contraint à la clandestinité, pour que nous discernions en lui justement l'organisation à qui revient ce rôle dirigeant. Nous pensons que la majorité de nos lecteurs ne s'était pas laissée abuser par notre formulation erronée. Il n'en était pas moins utile de préciser notre position de principe sur ce point, le Comité de Rédaction de notre journal n'ayant jamais eu la moindre intention de se substituer à l'organisme dirigeant actuel du mouvement révolutionnaire prolétarien en France.